

M. Hogan: Il y a environ un an, une étude faite par le ministère de l'Expansion économique régionale a conclu qu'il y avait sur la côte est plusieurs endroits qui se prêtent à la construction d'une très grande aciérie. Il y a environ un an et demi, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a fondé une société appelée CanSteel Corporation. N'oublions pas que cette aciérie a coûté très cher. La plupart de l'argent a été gaspillé je le répète, et le vérificateur général en a blâmé le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Le ministère de l'Expansion économique régionale avait fait l'étude dont on a fait mention et conclu qu'il était possible de fonder une grande aciérie dans l'Est du Canada, plus particulièrement dans la région atlantique.

● (1710)

J'aimerais répéter à l'intention des députés qui ne connaissent pas la CanSteel qu'il s'agit d'un consortium de compagnies sidérurgiques qui comprend la Dofasco de Hamilton, en Ontario, et deux des plus gros producteurs européens, l'un allemand et l'autre hollandais, plus la National, de Pittsburgh qui, avec la province de la Nouvelle-Écosse, étudie en profondeur tous les aspects techniques, financiers et commerciaux de l'établissement d'un nouveau complexe sidérurgique dans l'est de la Nouvelle-Écosse et l'Île du Cap Breton. La CanSteel travaille à ce projet depuis un an et demi, depuis sa création. La décision de savoir si l'on doit aller de l'avant devait être prise d'ici, le mois de mai prochain, mais compte tenu des nouveaux renseignements que j'ai reçus il semble que cette décision sera remise à beaucoup plus tard.

Malgré l'incertitude qui règne actuellement sur les marchés mondiaux de l'acier et les gros capitaux que cela demanderait, il semble bien qu'à long terme, le projet ait du succès. Par exemple, aujourd'hui même, le directeur de la Steel Company of Canada a prédit dans le *Globe and Mail* que, d'ici 1985, la production canadienne d'acier serait insuffisante et que nous devrions en importer davantage. La plupart des députés le savent, depuis le 19^e siècle les aciéries étaient situées près des sources de matières premières comme le charbon, le minerai de fer, la pierre à chaux ou la dolomite, à l'intérieur des terres. Plus tard, bien sûr, il est devenu très important de se rapprocher des marchés, donc Hamilton et Algoma en ont profité.

Toutefois, il semble qu'en Europe et de plus en plus en Amérique du Nord, on ait tendance à revenir près des sources de matières premières, surtout le coke et les grandes profondeurs d'eau de mer. Les partenaires du consortium achèteraient la majeure partie de la production d'acier en feuilles ou en billes et nous pourrions sans doute fabriquer également des produits finis, étant donné que nous aurions un marché assuré pour la majorité des produits semi-finis.

Le gouvernement doit profiter de l'occasion et encourager ce projet par tous les moyens. Il semblerait que la Société de développement du Cap Breton puisse fournir trois millions de tonnes de bon coke à des prix concurrentiels. La région industrielle du Cap Breton a également à offrir du minerai de fer et des ouvriers spécialisés dans la sidérurgie depuis plusieurs générations. On y trouve également de l'eau de mer profonde ainsi que la pierre à chaux et la dolomite. Il faut que le gouvernement fédéral participe à fond à ce projet pour qu'il ait du succès. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, vu que le député de Cap Breton-Highlands-Canso (M. MacEachen) a repris ses fonctions de leader du gouvernement à la Chambre

Compression des dépenses de l'État

et de premier ministre adjoint, nous nous attendons qu'Ottawa collabore davantage que par le passé.

Toutefois, un grand problème se pose. Il s'agit d'un projet à plus long terme qu'on ne le prévoyait il y a quelques mois encore. Comme nous pouvions nous en douter, c'est surtout à cause des changements survenus sur la scène économique internationale et qui touchent toutes les économies du monde occidental. Je vais essayer de vous résumer leurs conséquences pour l'industrie sidérurgique. J'ai mentionné à la Chambre la semaine dernière, monsieur l'Orateur, que la situation économique internationale actuelle semble être autre chose qu'une simple pause ou une accalmie dans la reprise économique. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont commencé à prendre des mesures sévères contre l'inflation, même si leur activité économique est au ralenti. Je suis porté à croire que les politiques déflationnistes adoptées par ces pays constituent une conjoncture historique dans l'économie occidentale d'après-guerre. Elles soumettent à une rude épreuve les théories monétaires et le système des taux de change flottants qu'on a adoptés ces dernières années.

Dernièrement, M. Arthur Smith, ex-président du Conseil économique du Canada et du Conference Board, vice-président actuel de l'INCO, a déclaré qu'il était fort probable que le Canada subisse une très grave récession en 1978. Bon nombre d'analystes économiques estiment que la Grande-Bretagne, la France et l'Italie subiront sans doute également ce qu'ils appellent une récession de croissance. Certains prédisent qu'elle surviendra au début de 1977 par suite des mesures déflationnistes adoptées par ces pays.

L'expression «récession de croissance» est toute nouvelle pour décrire une période où la production totale ne fluctue pas de façon notable. Dernièrement, 14 économistes réputés ont fait une démarche que l'on appelle maintenant la mise en garde de l'Institut Brookings. Ils ont déclaré que la seule façon de résister à une grave récession dans le monde occidental consistait, pour les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, à stimuler leurs économies respectives.

La réponse donnée aujourd'hui par le ministre des Finances laisse supposer qu'il fait toujours la sourde oreille. Peut-être, comme il l'a fait lors du dernier exposé budgétaire, attend-il encore que les États-Unis et ces autres pays améliorent leur situation et que nos exportations en bénéficient ensuite. Évidemment, ce n'est pas encore le cas, et le ministre garde toujours l'attitude qu'il a héritée de John Turner, qui l'avait prise de M. Simons, le secrétaire au trésor des États-Unis sous le président Ford, et bien entendu, les conseillers de Jimmy Carter espèrent renverser complètement cette tendance stupide qui nous conduirait à une dépression internationale.

● (1720)

Je l'ai dit, notre dernière politique budgétaire s'appuyait largement sur l'idée que nous pouvions compter sur la reprise américaine et sur celle de certains pays d'Europe. Il semble que ce soit le jeu que les responsables du ministère des Finances et de la Banque du Canada, qui sont les conseillers du ministre des Finances, voulaient jouer. Je comprends sa position. Il est avocat et a rempli diverses fonctions dans l'administration gouvernementale; il est assez peu au courant de l'économie ou de la finance et il doit répéter à la Chambre ce que lui chuchotent ses conseillers. Cependant, d'après les réponses qu'il nous donne à la Chambre, il paraît ne pas bien